

La Belgique expulse des handballeurs burundais d'après des sources de l'asile

Arrib News, 14/12/2023 - Source AFP. La Belgique a refusé l'asile à huit jeunes handballeurs burundais et a renvoyé six d'entre eux en Croatie, leur pays d'origine dans l'UE, où ils avaient brièvement signalé disparus par la police belge en pleine compétition sportive.

La Croatie "est responsable de leur procédure d'asile en vertu des règles européennes", a expliqué jeudi Nicole de Moor, secrétaire d'Etat belge à l'Asile et la Migration, en annonçant ces expulsions. "Notre pays subit déjà plus de pression que beaucoup d'autres pays. Il n'est pas acceptable que nous, en Belgique, devions accueillir des personnes dont d'autres pays sont responsables", a martelé cette chrétienne-démocrate flamande, citée dans un communiqué. Les huit handballeurs du Burundi "pays africain dont la Belgique est l'ancienne puissance coloniale" étaient ciblés par une mesure d'expulsion après le rejet de leur demande d'asile. Mais deux d'entre eux "ne se sont pas présentés" au moment du départ du vol, et seuls six ont pu être renvoyés vers la Croatie mardi, selon la même source. Les deux autres sont désormais visés par un ordre de quitter le territoire. Ces handballeurs membres de l'équipe nationale du Burundi étaient venus participer en août dernier en Croatie au Championnat du monde des moins de 19 ans. Mais la veille d'un match, en plein tournoi, ils avaient subitement disparu de la cité universitaire de Rijeka (ouest) où ils étaient hébergés. La police croate avait alors fait état de la disparition de "dix jeunes hommes" tous nés en 2006. Les athlètes avaient en réalité moins pour la plupart, pris la direction de la Belgique, où les services de l'immigration ont rapporté début septembre avoir enregistré plusieurs demandes d'asile. "Une grande partie de l'équipe" burundaise était concernée, selon l'agence de presse Belga. A l'époque, Nicole de Moor avait déjà souligné que ces candidats à l'asile relevaient "de la responsabilité de la Croatie", pays membre de l'UE et de l'espace Schengen de libre circulation, où ils bénéficiaient vraisemblablement d'un visa de court séjour pour leur tournoi.